

Au cœur de l'actualité jurisprudentielle de 2025, le droit des assurances connaît des inflexions majeures, guidées par une exigence accrue de transparence contractuelle. Les décisions récentes redessinent les frontières de l'obligation d'information et de la notion de risque, tandis que la responsabilité des dirigeants d'entreprise fait l'objet d'un encadrement juridique toujours plus strict.

DROIT DES ASSURANCES

Jurisprudence 2025 de l'assurance



FRÉDÉRIQUE BANNES PHILIP,
avocate au barreau de Paris,
cabinet FB conseil

Le panorama de la jurisprudence 2025 établi par le cabinet FB conseil offre une lecture claire des tendances émergentes, essentielles pour anticiper les évolutions pratiques du contentieux du secteur.

RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS

La responsabilité des dirigeants d'entreprise fait l'objet d'un encadrement juridique strict, comme l'illustrent plusieurs décisions récentes. Ainsi, en matière pénale, la Cour de cassation a confirmé la condamnation d'une société et de ses dirigeants pour harcèlement moral institutionnel, en application de l'article 222-33-2 du Code pénal, lorsque leur politique d'entreprise entraîne délibérément une dégradation des conditions de travail (Cass. crim., 21 janv. 2025, n°22-87.145). Sur le plan civil, la responsabilité pour insuffisance d'actif ne peut être engagée qu'en cas de fautes antérieures à l'ouverture de la procédure collective, le défaut de collaboration postérieur ne pouvant être retenu (Cass. com., 26 mars 2025, n°23-20.668). En outre, la mise en cause de la responsabilité personnelle du dirigeant envers les tiers ne peut être retenue qu'en cas de faute détachable de ses fonctions, caractérisée par une faute intentionnelle d'une particulière gravité, incompatible avec l'exercice normal des fonctions (Cass. com., 2 avr. 2025, n°23-22.728, inédit). Plusieurs décisions de cours d'appel confirment également cette exigence de rigueur : un gérant de BTP a été tenu responsable pour défaut d'assurance décennale (CA Poitiers, 20 mai 2025, n°23/01549) et un autre pour avoir dissimulé l'existence d'un salarié protégé lors d'une cession (CA Bourges, 2 mai 2025, n°24/00734). Par ailleurs, la Cour de cassation a rappelé que l'action individuelle *ut singuli* peut être exercée même par un ancien associé (Cass. com., 18 juin 2025, n°22-16.781). Enfin, le dirigeant d'une société ne pouvait pas ignorer que son activité était susceptible d'engager sa responsabilité personnelle pour absence de souscription d'une garantie décennale. Le dirigeant ne justifie pas que sa société avait la capacité d'indemniser, sur ses fonds propres, le préjudice potentiellement causé à ses cocontractants dans l'exécution des missions confiées (CA Poitiers, 23 sept. 2025, RG 23/02349).

PRESCRIPTION

Les juridictions rappellent les règles de principe quant au point de départ, à la suspension, à l'interruption et à l'opposabilité de la prescription. Ainsi, selon l'article 2224 du Code civil, le délai de prescription des actions personnelles ou mobilières court à compter du jour où le demandeur a connu ou aurait dû connaître le dommage, son auteur, le fait générateur et le lien de causalité (Cass. civ. 2^e, 13 févr. 2025, n°23-13.527, inédit ; CA Toulouse, 26 mars 2025, n°23/00309). En cas de liquidation d'astreinte, le délai court dès l'entrée en vigueur de la décision (Cass. civ. 2^e, 22 mai 2025, n°22-22.416). L'assureur doit expressément informer l'assuré des dispositions des articles L.114-1 et L.114-2 du Code des assurances relatives à la prescription biennale. À défaut, le délai de prescription est inopposable (Cass. civ. 3^e, 30 avr. 2025, n°23-22.880, inédit ; CA Chambéry, 1^{er} juill. 2025, RG 24/01143). La seule référence aux textes légaux est insuffisante et il appartient à l'assureur de démontrer qu'il a effectivement rempli son obligation d'information dans les conditions générales de la garantie sur les causes d'interruption de la prescription (Cass. civ. 3^e, 28 mai 2025, n°23-21.067, Inédit). Pour ce faire, encore faut-il que les conditions générales et les conditions particulières produites par l'assureur soient signées et datées, à défaut l'assureur ne saurait démontrer avoir informé l'assuré sur l'existence et le régime de la prescription biennale (CA Toulouse, 12 févr. 2025, n°23/03649). Parallèlement, la prescrip-

tion peut faire l'objet d'une suspension ou d'une interruption, comme en matière de garantie des vices cachés, où une expertise peut suspendre le délai biennal, sans toutefois dépasser le délai butoir de vingt ans à compter de la vente (Cass. civ. 3^e, 20 mars 2025, n°23-19.610). De plus, une reconnaissance de dette peut valoir renonciation tacite à se prévaloir de la prescription, à condition qu'elle soit non équivoque (Cass. civ. 1^{re}, 12 mars 2025, n°23-12.816).

CLAUSES D'EXCLUSION

L'interprétation des clauses d'exclusion en matière d'assurance fait l'objet d'une vigilance particulière de la part des juridictions. La Cour de cassation rappelle ainsi qu'une clause d'exclusion ne peut être qualifiée de formelle et limitée – condition de sa validité opposable à l'assuré – si sa rédaction prête à interprétation. Tel est le cas d'une clause utilisant la conjonction de subordination « lorsque », introduisant une ambiguïté sur son champ d'application, rendant nécessaire une analyse de son sens (Cass. civ. 2^e, 23 janv. 2025, n°23-14.482). Par ailleurs, une clause d'exclusion doit être strictement interprétée : les frais supportés par une entreprise pour préserver des marchandises, gérer des difficultés administratives et assurer le fonctionnement du personnel à la suite de dysfonctionnements d'un matériel livré n'entrent pas dans le champ d'une exclusion visant uniquement les « *frais engagés pour réparer, parachever ou refaire le travail pour le remplacer par tout ou partie du produit* » (Cass. civ. 3^e, 6 mars 2025, n°23-15.921). Ces décisions réaffirment que toute ambiguïté profite à l'assuré et que l'interprétation des clauses ne saurait élargir leur portée au-delà de leur formulation explicite.

EXPERTISE

L'expertise, qu'elle soit amiable ou judiciaire, joue un rôle déterminant dans l'évaluation des préjudices, mais son utilisation est strictement encadrée pour garantir les droits des parties. Ainsi, une cour d'appel ne peut fonder sa décision uniquement sur un rapport d'expertise amiable non contradictoire, surtout lorsque sa valeur probante est contestée. Une telle méthode viole les principes du contradictoire et du procès équitable garantis par l'article 16 du Code de procédure civile et l'article 681 de la Convention européenne des droits de l'homme (Cass. civ. 3^e, 13 févr. 2025, n°18-25.531). En revanche, il en va différemment si les constatations et conclusions expertales portent sur un fait établi et non discuté par les parties (Cass. civ. 1^{re}, 15 octobre 2025, n°24-15.281). Par ailleurs, lorsqu'il s'agit d'expertise judiciaire, la Cour de cassation rappelle que l'expert peut voir sa responsabilité civile engagée en cas de manquements dans l'accomplissement de sa mission ; dans une affaire récente, un expert a d'ailleurs été jugé fautif pour avoir rendu un rapport aux conclusions vagues et non étayées, privant une partie d'une chance raisonnable d'obtenir gain de cause (Cass. civ. 1^{re}, 19 mars 2025, n°23-17.696). Ces décisions illustrent l'exigence de rigueur tant dans la production que dans l'appréciation des expertises, au regard des droits fondamentaux des parties et de la loyauté du procès.

OBLIGATIONS DE L'INTERMÉDIAIRE D'ASSURANCE

Le devoir de conseil et d'information du courtier en assurance s'apprécie au regard de la nature professionnelle des parties et des informations effectivement disponibles au moment de la souscription. Ainsi, le courtier en assurance n'engage pas sa responsabilité s'il n'a pas été informé du fait que l'activité assurée pouvait concerner une zone géographique exclue (USA/Canada), dès lors que la clause d'exclusion était claire,

visible et compréhensible pour un assuré professionnel (Cass., 19 mars 2025, n°23-16.193). En outre, la cour d'appel de Rennes précise que le courtier, lorsqu'il agit uniquement comme intermédiaire d'assurance, ne peut être tenu envers le souscripteur des garanties du contrat d'assurance (CA Rennes, 30 avr. 2025, RG 24/04593). Enfin, en matière de devoir d'information pré-contractuelle, l'article 1112-1 du Code civil limite cette obligation aux informations ayant un lien direct et nécessaire avec le contrat ou la qualité des parties et qui sont déterminantes pour le consentement (Cass. com., 14 mai 2025, n°23-17.948).

SUBROGATION

Le régime de la subrogation, conventionnelle ou légale, obéit à des conditions strictes quant à sa mise en œuvre. La subrogation conventionnelle, régie par l'article 1250 du Code civil dans sa version antérieure à l'ordonnance du 10 février 2016, suppose une volonté expresse de subroger, manifestée au moment du paiement ou antérieurement. Ainsi, pour que la subrogation conventionnelle soit valable, la preuve de la concomitance entre le paiement de l'indemnité et la signature de

Le régime de la subrogation, conventionnelle ou légale, obéit à des **conditions strictes** quant à sa mise en œuvre.

la quittance subrogative doit être établie par le subrogé, notamment par la production de documents datés (Cass. civ. 3^e, 13 févr. 2025, n°23-15.912 ; Cass. civ. 2^e, 7 mai 2025, n°23-18.893). À défaut, l'assureur peut se prévaloir de la subrogation légale, prévue à l'article L. 121-12 du Code des assurances, en démontrant avoir versé l'indemnité au titre d'une garantie contractuellement due, ce qui exclut l'application d'une clause d'exclusion (CA Versailles, 26 juin 2025, n°23/03686). La preuve du paiement effectif dans le cadre de l'obligation de garantie doit être apportée, de préférence au moyen de pièces comptables plutôt que de documents peu probants comme de simples captures d'écran. Ces décisions confirment la rigueur exigée pour établir la validité de la subrogation et l'importance d'une documentation précise, tant pour le fondement conventionnel que légal.

INDEMNISATION

En matière de réparation du préjudice, la Cour de cassation rappelle que l'évaluation de l'indemnisation ne peut être affectée par les conséquences fiscales pesant sur la victime. Les dommages et intérêts doivent réparer intégralement le préjudice sans que le responsable puisse en réduire le montant en invoquant une éventuelle économie d'impôt, réalisée par la victime, grâce à cette indemnité (Cass. civ. 3^e, 16 janv. 2025, n°23-12.511). Par ailleurs, lorsque l'assureur verse un acompte à l'assuré, il doit impérativement informer ce dernier, par écrit, que ce versement est effectué sous réserve de la mobilisation effective de la garantie. À défaut d'un tel avertissement écrit – un simple relevé informatique ou une capture d'écran du logiciel de gestion étant jugés insuffisants –, l'assureur ne pourra exiger la restitution des sommes versées en cas de non-garantie (Cass. civ. 2^e, 13 mars 2025, n°23-13.219, inédit).

PERTES D'EXPLOITATION

La Cour de cassation a récemment précisé l'interprétation des clauses de garantie « pertes d'exploitation » souscrites en cas de fermeture administrative liée à la pandémie de la Covid-19. Elle censure notamment les décisions des juges du fond qui ont ajouté aux contrats >>

» des conditions non stipulées. Ainsi, viole les articles 1103 du Code civil et L.113-5 du Code des assurances l'arrêt d'appel qui écarte l'application d'une garantie au motif que les mesures sanitaires n'auraient pas interdit totalement l'accès aux locaux, alors que la clause ne subordonnait pas la couverture à une impossibilité absolue d'accès. L'accès partiel, par les exploitants, le personnel ou la clientèle pour des retraits de commandes, ne suffisait pas à exclure la garantie, dès lors qu'une interdiction administrative avait bel et bien entraîné une réduction ou interruption d'activité (Cass., 28 mai 2025, n°23-20.093). Dans le même sens, la Cour de cassation casse un arrêt ayant exigé une impossibilité totale d'accès aux locaux, interprétation restrictive non prévue par les termes clairs du contrat (Cass., 28 mai 2025, n°24-11.006). Ces arrêts rappellent aux juridictions qu'elles ne peuvent ni dénaturer les termes du contrat, ni imposer à l'assuré des conditions de garantie qu'il n'a pas acceptées.

PRÉJUDICE DE JOUISSANCE

La cour d'appel de Toulouse précise que le préjudice de jouissance ne peut être qualifié de préjudice économique garanti lorsque les conditions générales définissent les dommages immatériels consécutifs comme des «préjudices économiques» (CA Toulouse, 26 mars 2025, n°23/01463).

FAUTE LOURDE

La faute lourde assimilable au dol ne peut résulter du seul manquement à une obligation contractuelle mais doit se déduire de la gravité du comportement du débiteur (Cass. civ. 3^e, 10 avr. 2025, n°23-14.099, inédit).

PERTE DE CHANCE

Selon l'article 4 du Code civil, le juge ne peut refuser de réparer un dommage dont il a constaté l'existence en son principe. Il peut donc, sans méconnaître l'objet du litige, examiner l'existence d'une perte de chance d'éviter le dommage, même lorsque la demande initiale porte sur la réparation intégrale du préjudice. Dans ce cas, il doit inviter les parties à présenter leurs observations sur la question de la perte de chance. En outre, le juge ne peut refuser d'indemniser une perte de chance de ne pas subir un dommage, dès lors qu'il en reconnaît l'existence, au seul motif que la partie demanderesse sollicitait la réparation totale du préjudice (Cass. ass. plén., 27 juin 2025, n°22-21812 et n°21-21146).

CONTRATS

Le principe d'ordre public, en matière d'assurance, interdit toute dérogation contractuelle aux dispositions protectrices prévues par la loi. Ainsi, l'article L.113-9 du Code des assurances, qui encadre les conséquences d'une déclaration inexacte ou incomplète de l'assuré, ne peut être complété par des clauses contractuelles prévoyant des sanctions supplémentaires telles que la suspension unilatérale des garanties. Toute stipulation allant en ce sens est réputée non écrite (TJ Créteil, civ. 5^e, 7 mars 2025, n°22/02576). Par ailleurs, en droit commun des contrats, la Cour de cassation rappelle qu'en cas de contrats interdépendants, l'annulation du contrat principal entraîne la caducité du contrat accessoire, à condition que toutes les parties au contrat annulé aient été appelées dans l'instance d'annulation. Ce principe protège la cohérence contractuelle et permet d'assurer une extinction automatique du contrat dépendant (Cass. com., 7 mai 2025, n°24-14.277).

Ces décisions illustrent la rigueur attachée tant à la protection de l'assuré qu'à la stabilité juridique des ensembles contractuels.

SIGNATURE DES GARANTIES D'ASSURANCE

Selon l'article 1134 ancien du Code civil ainsi que les articles L.112-2 à L.112-4 du Code des assurances, une clause de limitation de garantie ou d'exclusion ne peut être opposée à l'assuré que si elle lui a été portée à la connaissance au moment de la souscription du contrat, ou au plus tard avant la survenance du sinistre. La Cour de cassation a ainsi jugé qu'en l'absence de signature du souscripteur sur les conditions générales et particulières du contrat, l'assureur ne rapportait pas la preuve que la clause fixant un plafond de garantie avait été effectivement portée à la connaissance de l'assuré (Cass. civ. 2^e, 13 févr. 2025, n°23-17.739). De même, la cour d'appel de Paris estime que l'assureur, qui entend invoquer une clause d'exclusion ou une limitation de garantie, doit prouver son caractère contractuel. En l'espèce, les documents non signés par les parties – bien que mentionnant des franchises et plafonds – ne suffisaient pas à établir leur opposabilité, d'autant plus que l'attestation d'assurance, document non contractuel, ne peut suppléer à cette preuve (CA Paris, 4 juill. 2025, n°22/02171). Ces décisions rappellent que le formalisme et la preuve d'information préalable sont essentiels pour faire valoir une clause restrictive contre un assuré.

AGGRAVATION DU DOMMAGE

Selon l'article 1240 du Code civil, la victime d'un dommage n'a pas l'obligation de limiter son préjudice dans l'intérêt du responsable. Toutefois, lorsque la victime a commis une faute ayant contribué à l'aggravation du dommage, cette faute peut réduire son droit à réparation. Cette règle a été appliquée par la Cour de cassation dans une affaire de trouble anormal de voisinage causé par la pollution de terres, dans laquelle la faute de la victime a justifié une diminution de son indemnisation (Cass. civ. 3^e, 5 juin 2025, n°23-23.775).

ABUS DE CONFIANCE

Des informations transmises dans le cadre d'un audit de pré-acquisition peuvent constituer un bien immatériel susceptible de détournement et donc d'un abus de confiance, au sens de l'article 314-1 du Code pénal (Cass. crim., 25 juin 2025, n°21-83.384).

PLAFOND DE GARANTIE

En matière d'assurance responsabilité fondée sur le mécanisme du déclenchement par la réclamation, l'article R. 124-4 du Code des assurances prévoit que les sinistres notifiés pendant la période subséquente suivant la résiliation du contrat sont couverts dans la limite d'un plafond de garantie unique, applicable à l'ensemble de cette période. Ce plafond doit être au moins égal à celui en vigueur au cours de la dernière année d'assurance précédant la résiliation, sauf stipulation contractuelle plus favorable à l'assuré. La Cour de cassation confirme l'application stricte de ce principe, en réaffirmant que cette règle s'impose, même si plusieurs sinistres sont déclarés durant cette période postérieure, ceux-ci ne pouvant donner lieu qu'à une indemnisation dans la limite d'un seul plafond (Cass. civ. 2^e, 18 sept. 2025, n°24-10.165). Cette décision renforce la nécessité pour les assurés de bien appréhender l'étendue de leur couverture au-delà de la période d'assurance active, notamment en cas de sinistres différés dans le temps. ■